

Des eurodéputés demandent le dialogue en Colombie et le respect des manifestants

Image not found or type unknown

Bruxelles, le 8 mai (RHC) Des leaders du Parlement européen ont appelé au dialogue en Colombie afin de trouver une solution pacifique à la crise et ils ont demandé au gouvernement du président Ivan Duque de respecter les droits des manifestants.

David McAllister, président de la commission des affaires étrangères du Parlement Européen et la présidente de la délégation pour les relations avec les pays de la Communauté andine, Pilar del Castillo, ont soutenu un dialogue national et défendu le droit des Colombiens de manifester pacifiquement.

La répression policière contre les participants à la grève nationale qui dure depuis 11 jours a fait 24 morts, selon des sources du parquet. Les organisations civiles estiment ce chiffre à 37, sans compter un nombre indéterminé de disparus.

Une réforme fiscale par la suite retirée par Duque, qui comprenait une réforme qui privilégiait le secteur privé a été l'étincelle qui a déclenché l'explosion sociale le 28 avril dernier .

Dans une déclaration commune, les députés ont exhorté la société civile, les autorités et les forces politiques à trouver, par la modération et le dialogue, une solution appropriée aux vives protestations dans plusieurs villes du pays.

Pour sa part, l'Allemagne a appelé vendredi le gouvernement colombien à garantir le droit d'organiser des manifestations pacifiques et à faire la lumière sur toutes les allégations de recours excessif à la violence par les forces de sécurité.

'Nous appelons le gouvernement colombien à garantir le droit de tous les Colombiens d'organiser des manifestations pacifiques et la police, à appliquer des critères particulièrement stricts en ce qui concerne la proportionnalité des moyens utilisés au cours des opérations', a indiqué le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué.

La commissaire allemande aux droits de l'homme et à l'aide humanitaire du département des affaires étrangères, Barbel Kofler, a fait valoir que les manifestations pacifiques font partie de l'exercice de la liberté d'opinion et de réunion et sont un élément fondamental de toute démocratie.

Ces derniers jours, l'exécutif de la Commission européenne a appelé au dialogue, également demandé par l'Organisation des Nations unies (ONU).

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/256614-des-eurodeputes-demandent-le-dialogue-en-colombie-et-le-respect-des-manifestants>



Radio Habana Cuba